

EDITO



Par Nora Barsali

Relevons le plus grand défi qui s'impose à nous tous: préserver la planète

Le climat, la météo sont depuis toujours un sujet de préoccupation majeur. Nos aieux adoraient parler du temps qu'il fait ou de phénomènes météorologiques inattendus, avec légèreté... mais c'était avant !

Aujourd'hui, lorsqu'on évoque le climat et ses manifestations météorologiques, c'est sur un ton alarmiste. Le rapport sur l'état du climat 2018 de l'Organisation météorologique mondiale publié en mars 2019 est préoccupant et «confirme l'urgence d'agir», selon le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Température mondiale des plus élevées, hausse du niveau des mers, acidification des océans, déplacements de population dus aux catastrophes naturelles....

Ces constats sont à mettre en parallèle avec le rapport du GIEC d'octobre 2018, tout aussi alarmiste : sans «modifier rapidement, profondément et de façon inédite tous les aspects de nos sociétés», il sera impossible de contenir la hausse des températures sous la barre des 1,5 °C. En 2018, la température moyenne à la surface du globe a atteint 1 °C de plus que la moyenne des températures entre 1850 et 1900 et les émissions de CO2 devraient augmenter de plus de 2 %. Pourtant l'Accord de Paris préconisait dès 2015 de contenir «l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° par rapport aux niveaux préindustriels».

Les entreprises comme les Etats - à travers l'activité économique et industrielle-, ont une responsabilité collective pour atteindre ces objectifs et éviter ces catastrophes écologiques et humaines. Mais ce sont les entreprises qui ont un rôle majeur à jouer pour transformer leur activité économique vers une neutralité carbone afin qu'elles polluent et consomment moins, voire qu'elles impactent positivement la société. Dans son plan climat de juillet 2017, la France s'est fixée pour objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le concept de RSE demeure la colonne vertébrale des politiques qui permettront d'agir concrètement pour le climat, de rendre compte de l'impact des activités sur l'environnement et de réduire les dégâts collatéraux sur les hommes et la nature.

Pour atteindre cet objectif, il est urgent de renforcer le cadre réglementaire et de proposer aux acteurs du territoire, entreprises et collectivités, des outils pour aider ces derniers à agir. **Il est urgent aussi de lancer une campagne de mobilisation auprès des citoyens qui sont des salariés, des consommateurs et des électeurs afin de peser sur le cours des choses**, d'influencer leur employeur et de modifier leurs habitudes de vie et de consommation.

La RSE nous montre une autre voie possible pour produire en polluant moins, pour consommer responsable en préservant les écosystèmes, pour créer de la richesse en respectant les parties prenantes, et dans un objectif d'impact sociétal positif.

Si nous souhaitons échapper au scénario catastrophique qui sonne l'alarme dans tous les milieux scientifiques, soyons ambitieux pour la planète et pour la survie des générations futures. ■



L'interview

Stéphanie Goujon,
Membre du Cese et Directrice
Générale de French Impact

TPE-PME, passage à la neutralité carbone ?

Sur quels constats avez-vous élaboré ce rapport qui encourage les TPE-PME à tendre vers la neutralité carbone ?

Dans son plan climat publié en juillet 2017, la France se fixe pour objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Cet objectif de baisse drastique de la consommation des hydrocarbures suppose une mobilisation de tous les acteurs, étatiques ou non, en particulier des entreprises. Or, bien qu'elles représentent la majeure partie du tissu économique, il existe jusqu'à présent, aucun outil pour accompagner les TPE-PME dans cette direction alors qu'elle 12% des émissions de gaz à effet de serre.

Un cadre réglementaire et des outils existent pour les entreprises : en particulier, le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) constitue l'outil de reporting et d'aide à la décision privilégié pour les entités qui souhaitent réduire l'impact de leur activité sur le réchauffement climatique. Cependant, ces outils concernent pour l'essentiel les plus grandes entreprises, par exemple l'obligation du bilan pour les entreprises de plus de 500 personnes, issue de la loi Grenelle 2 de 2010.

L'objectif du CESE est de se mettre «à hauteur d'entreprise» pour explorer comment les TPE-PME peuvent participer à cette mobilisation et d'identifier des solutions concrètes pour que les TPE-PME posent les premiers pas vers la neutralité carbone, tout en s'adaptant et en gagnant en compétitivité et en performance globale.

Quelle est la maturité des TPE PME sur la question environnementale et climatique? Avez-vous identifié des freins et des spécificités ?

Des dispositions législatives et réglementaires sont déjà applicables aux grandes entreprises, mais ce cadre ne s'applique pas ou peu aux 3,8 millions TPE et PME qui, de ce fait, ne sont pas encouragées. De plus, les outils techniques, comptables et fiscaux existants sont mal adaptés à leurs spécificités.

A ce jour, la mobilisation des TPE-PME apparaît inégale : en France, la proportion d'entreprises ayant réalisé un BEGES s'élève à 8 % pour les entreprises dont l'effectif est inférieur à 20 personnes et 12 % pour les celles entre 20 et 49 personnes. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : manque de temps, moyens humains et financiers limités, inégale maîtrise des postes d'émission, complexité technique du sujet... ➤

Candidatez aux **Trophées Défis RSE 2019**

Voir « **Appel à Candidature** » en page 3



Focus d'expert

Philippe ZAOUATI,

Membre du groupe d'experts finance responsable de la commission UE

Nous le savons, la transparence des informations, la finance verte, la RSE, ne progresseront que si les parties prenantes sont sensibilisés et embarqués pour peser et agir : quel rôle peut jouer la commission européenne pour renforcer la RSE et la finance verte ?

C'est au niveau Européen que nous pouvons faire la différence. Au sein du HLEG (High Level Expert Group on Sustainable Finance), groupe d'experts sur la finance verte créé par la Commission Européenne en 2016 et dont je faisais partie, nous avons travaillé sur des recommandations pour instaurer un cadre à la finance verte au niveau européen. La Commission Européenne joue un rôle essentiel avec la mise en œuvre de son plan d'action finance durable lancé depuis mars 2018. Il permet à la fois de définir les priorités européennes et de mobiliser les acteurs (financiers, régulateurs, société civile) autour de celles-ci: définition de ce que sont les activités favorables à la transition écologique via la taxonomie, standards et labels pour les produits financiers, règles de transparence, consultation des citoyens sur leurs préférences ... il est important que la commission puisse prolonger ses travaux après les élections pour leur donner une portée significative, sans précipitation mais avec efficacité.

Trois recommandations phares sont ressorties de ce rapport. Tout d'abord la transparence : comment améliorer la pertinence, la fiabilité et la qualité des données ESG fournies par les entreprises et autres acteurs économiques, en rendant par exemple obligatoire les reportings climat. Dans un deuxième temps, il nous paraît essentiel d'établir une classification claire sur les investissements « durables » et ceux qui ne le sont pas. Enfin, le dernier grand objectif est de rendre plus visibles l'offres de produits verts, surtout auprès des particuliers européens. Pour cela, nous soutenons

fortement les travaux lancés sur un éco-label européen. La mise en œuvre de standards minimaux ESG ou d'un label ESG permettrait également à ce titre de donner un cadre de marché clair pour les produits existants qui ne sont pas toujours aussi avancés que l'écolabel : c'est une recommandation dont la Commission pourrait encore se saisir.

Il y a un vrai sujet sur le manque de financement de la transition écologique. Comment réussir à réorienter des flux financiers vers le climat ?

Il est vrai qu'au regard de nos objectifs climatiques, les financements privés ne sont pas assez nombreux aujourd'hui. Je vais répondre pour le niveau français mais avec une philosophie européenne et internationale. Nous avons travaillé avec Pascal Canfin, ex directeur général de WWF à la rédaction d'un rapport remis le 14 décembre, sur la réorientation massive des flux privés. Nous préconisons la création de France Transition, une démarche visant à faire travailler ensemble acteurs financier privés et publics pour mobiliser 10 milliards d'euros d'investissements dans la transition écologique, pour des projets comme l'agro-écologie, ou la rénovation thermique des bâtiments, via le développement de mécanismes de partage de risques. L'idée serait de créer un « Plan Juncker vert à la française » en se basant sur un effet de levier massif : pour 1 euro de dépense publique, le rapport montre qu'il serait possible de générer 10 euros d'investissement verts, et même 20 euros si nous parvenions à travailler en collaboration avec l'échelon européen.

Notre première recommandation est donc de réunir une équipe d'investissement publique, cross institutions (Caisse des Dépôts, Ademe, BPI France, AFD), dans une démarche collaborative, que nous avons intitulée France Transition, avec un mandat dédié à la transition énergétique et écologique.

Nous souhaitons ensuite développer une doctrine pour l'usage des instruments financiers publics-privés de partage de risques, et doter France Transition d'une première enveloppe de financement publics d'un milliard d'euros (pour générer dix milliards d'investissements privés sur 3 ans).

Enfin, et puisque nous sommes persuadés que rien ne pourra se jouer qu'au niveau national, nous souhaitons que les actions de France Transition soient cohérentes et coordonnées avec l'Union Européenne. ■

Suite de L'interview

Pour autant, l'expérience des entreprises les plus avancées montre les bénéfices que les TPE-PME peuvent retirer d'une démarche de neutralité carbone et la dynamique positive qui peut en résulter : amélioration de la compétitivité, réduction des coûts internes, mobilisation des personnels de l'entreprise, ou encore facteur de différenciation et d'image en phase avec les aspirations des citoyennes et citoyens à une consommation plus durable... Nous avons constaté que les branches professionnelles peuvent être des ambassadeurs et intermédiaires efficaces si elles se mobilisent. Par exemple le secteur de la plasturgie a diminué de 30% son impact carbone grâce à un plan d'actions. ■

Les préconisations du CESE :

- Mettre en place un **bilan carbone** plus représentatif de l'activité des TPE-PME (effectif plus de 500 salariés).
- Favoriser un **réseau «d'ambassadrices et d'ambassadeurs opérationnels»** notamment en impliquant les branches professionnelles afin d'accompagner les TPE-PME vers la neutralité carbone à travers des outils, des plans d'actions et des recommandations.
- Sensibiliser la **fonction comptabilité** des TPE-PME aux objectifs de neutralité carbone.
- Favoriser la montée en compétence dans les TPE-PME sur la **neutralité carbone** ainsi que le lien avec les territoires (plans climat, air, énergie, territoriaux, collectivités).

APPEL À CANDIDATURE TROPHÉES DÉFIS RSE 2019

*"Redonner du Sens à votre Entreprise,
pour un monde plus durable."*

Sous le parrainage du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et du Ministère de l'Economie et des Finances

En 2019, relevez les défis de la RSE, candidatez pour devenir lauréat de la 7è édition des Trophées Défis RSE

Clôture des candidatures le 31 Mai 2019

Vous représentez une entreprise privée ou publique (grand groupe, ETI, PME, TPE), une entreprise familiale, une coopérative, une entreprise de l'économie sociale ou solidaire (ESS), une collectivité, un établissement public, un investisseur institutionnel, une société de gestion financière, une fondation, une association ou une ONG.

6 bonnes raisons de candidater aux trophées Défis RSE :

- Faîtes connaître les bonnes pratiques RSE de votre organisation
- Faites connaître l'engagement citoyen des salariés, de votre équipe, de votre patron
- Valorisez vos actions responsables pour la planète, l'environnement et l'humain, pour la société, pour l'innovation économique et sociale.
- Distinguez-vous de vos concurrents en donnant du sens à votre entreprise.
- Valorisez vos équipes, elles le méritent !
- Participez à la transition écologique et solidaire, soyez acteurs pour le futur de nos enfants et des générations à venir.



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Rejoignez le Club des organisations responsables en 2019

8 CATÉGORIES POUR CANDIDATER AUX DÉFIS RSE 2019 : (candidature possible dans 2 catégories maximum)

LE TROPHÉE DÉFIS RSE POUR L'ENVIRONNEMENT

Certification, normes HQE, recyclage, économie d'énergie, biodiversité, reforestation, maîtrise des risques, politique climatique, économie circulaire

LE TROPHÉE DÉFIS RSE SANTÉ

Innovation santé (technologique ou autre), démarche managériale innovante dans le secteur de la santé, prise en compte santé-environnement, accès aux soins, politique RSE/ démarche innovante dans un établissement de santé.

LE TROPHÉE DÉFIS RSE POUR LES RESSOURCES HUMAINES

Politique sociale vis-à-vis des salariés, politique diversités, égalité professionnelle, qualité de vie au travail.

LE TROPHÉE DÉFIS RSE POUR L'INCLUSION SOCIÉTALE

Politique d'insertion sociale, handicap, lutte contre l'exclusion.

LE TROPHÉE DÉFIS RSE DE LA TPE / PME RESPONSABLE

Entreprise de toutes tailles, quel que soit le statut juridique.

LE TROPHÉE DÉFIS RSE POUR LES ETI

Entreprise de taille intermédiaire.

LE TROPHÉE DÉFIS RSE POUR LES START-UPS

Réservé aux jeunes entreprises innovantes avec des missions ou projets (en cours d'aboutissement) en adéquation avec le domaine de la RSE.

LE TROPHÉE DÉFIS RSE POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Réservé à toutes les entreprises et organisations de l'ESS

Pour candidater aux Trophées Défis RSE 2019

Cliquez sur le lien suivant: <http://newsrse.fr/defisrse-candidature2019/>

Pour informations : www.defis-rse.com

Contactez par mail NEWS RSE : candidature@newsrse.fr

Twitter : [@DefisRSE](https://twitter.com/DefisRSE)

Partenaires officiels



Partenaires Médias & Réseaux

La ville de demain, des éco-quartiers à haute performance énergétique et écologique.

Comment un projet d'avenir durable, visionnaire et humanitaire porté par des universitaires américains se développe avec l'appui d'entreprises privées et des partenaires français.



On connaissait l'Université de Berkeley, lieu historique du mouvement de la révolution sexuelle des 60's. Berkeley et sa ville voisine Oakland pourraient devenir prochainement le lieu de la révolution écologique en matière de rénovation urbaine.

Depuis plusieurs années, une équipe multi-disciplinaire de chercheurs des universités californiennes de Berkeley et Stanford, d'experts en énergie, en eau, en rénovation urbaine, phosphorent autour d'un projet baptisé Oakland EcoBlock, avec l'appui de la NASA et de partenaires privés (Spie Batignolles, Rexel, la Fondation Veolia et l'Ecole Polytechnique), et des autorités locales pour repenser la rénovation urbaine en modèle durable du futur répondant aux grands enjeux du changement climatique, de la consommation énergétique.

Le fruit d'expertises internationales et publiques - privées

Ce projet pilote urbain lancé par l'Université de Berkeley dans un quartier d'Oakland visent à transformer des quartiers dégradés en quartiers à haute performance énergétique et écologique, avec des habitations reliées entre elles au sein d'un système opérationnel « intelligent » qui gère la consommation d'énergie et d'eau de façon écologique en mettant en commun les flux et les gains énergétiques.

Ainsi les besoins en énergie et en mobilité sont fournis par l'énergie solaire, la consommation d'eau est considérablement réduite grâce à un système global de collecte des eaux de pluie et de recyclage des eaux usées et aux recours à des appareils sanitaires économies.

Plus concrètement, imaginez demain que nous vivrons en partageant tout ou presque avec nos voisins : notre

système de consommation énergétique, électricité, eau, le recyclage de nos déchets, la mobilité à travers le partage de véhicules, la maintenance des réseaux. Il sera alors loin l'époque où nous croisions sans même nous adresser la parole nos chers voisins. Demain nous serons tous dans le même bateau pour consommer d'une façon différente et plus raisonnable les ressources et les énergies nécessaires à notre vie quotidienne et celle de nos habitations. Demain nous serons ensemble et solidaires pour investir dans les systèmes de gestion et d'approvisionnements énergétiques et faire au passage de substantielles économies tout en contribuant à la protection de notre planète.

Si ce n'est aujourd'hui qu'un programme de recherche appliquée et un projet expérimental à l'échelle d'un quartier d'Oakland, ce projet est révolutionnaire pour le futur en bien des points.

Oakland EcoBlock s'inscrit dans un futur durable car il répond à différents enjeux à commencer par la préoccupation cruciale du réchauffement climatique et de la croissance de la population mondiale.

- La haute performance énergétique et écologique de l'éco-quartier le rend autonome sur le plan énergétique et permet de combler le volume de la consommation des résidents, réduisant ainsi les gaz à effet de serre et le réchauffement climatique.
- La mise en commun des flux et des gains grâce à l'efficacité énergétique remet en question l'habitat urbain individuel pour le replacer dans un contexte d'unité résidentielle collective avec mutualisation efficace du système énergétique au bénéfice de l'intérêt général, à savoir de la collectivité de résidents, de leur bien-être et du climat.
- Selon Sascha Von Meir, Directrice des réseaux à l'Institut de Berkeley pour l'énergie et le climat, et Professeure-adjointe au Département Ingénierie et informatique à l'Université de Berkeley : «EcoBlock est un projet ambitieux qui nécessite un investissement plus important compte tenu de la complexité de l'architecture du système mais qui, au final, anticipe et résoudra des problèmes futurs qui ne sont pas apparents aujourd'hui. Le réseau utilise l'énergie solaire qui est gratuite, ce qui à long terme bénéficiera aux usagers locataires ou propriétaires. Notre objectif est un quartier à ZERO énergie».
- Duplicable partout dans le monde, ce prototype «clés en mains» réunit des atouts qui ne sont pas des moindres. Il s'agit avant tout d'un projet d'intelligence collective qui est un modèle du genre en matière d'implication des parties prenantes.

Les communautés locales de résidents sont pleinement impliquées dans le projet.

Les autorités locales (ville, directions de l'urbanisme, direction du développement durable) apportent leur soutien et leur participation à l'aboutissement du projet.

Le monde académique et de la recherche apporte son expertise et le fruit de ses travaux.

Les partenaires privés apportent leur soutien financier et leur expertise dans leurs domaines respectifs (eau, énergie, urbanisme, construction) et parmi les partenaires français Veolia et Spie Batignolles, complétés par la fondation Rexel présente à Paris.

En intégrant la production décentralisée et le stockage local d'énergie solaire, le recyclage des eaux usées, la collecte des eaux pluviales, mais aussi des véhicules électriques partagés et de l'agriculture urbaine, Ecoblock est un modèle autonome et adaptable partout dans le monde. C'est pourquoi de grands groupes s'y intéressent, comme Veolia : «Anthony Nahas de l'Université de Berkeley et coordinateur du projet Oakland Ecoblock s'est naturellement adressé à Veolia et à sa fondation en raison de leur expertise en matière de gestion durable et écologique des ressources en eau et en énergie. Soutenir des projets qui préservent les ressources et la biodiversité est l'une des missions de la fondation Veolia. Elle contribue à leur financement mais favorise également le mécénat de compétences apportant ainsi à ses partenaires les savoir-faire «métiers» de collaborateurs du groupe. Le projet Ecoblock qui promeut une démarche de rénovation urbaine durable et solidaire a pu en bénéficier.» Thierry Vandevelde, délégué général de la fondation Veolia.

Un projet « evolutionary » pour un futur révolutionnaire

A la fois visionnaire et humanitaire en ce sens qu'il répond aussi aux prévisions inquiétantes pour la planète et le climat en raison de la croissance mondiale notamment dans les régions du Sud, des migrations et de la hausse de la population urbaine. En effet d'ici 2050, plus de 50% de la population mondiale vivra dans les régions du Sud et près de 2.5 milliards de personnes migreront vers les villes, impactant d'autant plus la consommation énergétique, les déplacements donc l'environnement.

Selon le directeur et coordinateur du projet Anthony Nahas, Oakland EcoBlock est un projet humanitaire qui pourra répondre demain à la croissance des pays du Sud : «il est crucial de démarrer dès maintenant ces prototypes en Afrique par exemple où la population va doubler afin de développer l'accès à l'eau et l'électricité, l'assainissement et une mobilité propre».

«C'est aussi un projet à visée économique et écologique: ce projet profitera à l'économie locale en créant des emplois car les quartiers et les immeubles auront besoin de rénovation permanente. La dimension écologique est évidente puisqu'il permet de mieux gérer et de réduire notre consommation énergétique».

Il faut espérer que la vague de chaleur qui a traversé la France et l'Europe en cet été 2018 créera un électrochoc auprès des citoyens du monde.

En effet tous les experts le disent ; pour s'en sortir il faut réduire sa consommation énergétique de 50 à 60% et simultanément passer aux énergies renouvelables. Ces projets novateurs sont sans doute l'avenir pour les villes de demain partout dans le monde. ■

FOCUS

Des salons pour s'engager

Le salon « Produrable »

Salon professionnel de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise et du Développement Durable.

• Sa promesse

Un salon professionnel qui propose une multitude de conférences et de tables rondes sur l'actualité du secteur.

• Sa cible - Public français

Les partenaires de ce salon sont des acteurs économiques ou civils en lien avec le développement durable et la RSE qui souhaitent se faire connaître en prenant la parole ou encore pour rencontrer leurs parties prenantes. Les visiteurs du salon sont composés principalement d'entreprise privée, d'associations et d'ONG ainsi que d'organismes publics et d'universités.

• Périodicité & nombre d'éditions

Chaque année depuis 2008 se déroule le salon Produrable à Paris. Le 9 & 10 avril s'ouvre la 12^e édition au Palais des Congrès de Paris.

Au-delà du concept sage de responsabilité sociétale peut-on parler d'un «leadership sociétal», plus déterminé et plus puissant parce que collectif ? Ce nouveau «leadership», qui se définit par «la capacité à traduire la vision en action, inspirer, mais surtout influencer une communauté, la mobiliser et entraîner son adhésion à des buts communs qui font sens.»

Cécile Colona d'Istria, Fonatrice de Produrable

Le salon « Sustainable Brands »



Salon professionnel sur le Développement Durable et l'Innovation des marques.

• Sa promesse

Produit par l'agence de design, certifiée B-Corp, Pixelis, ce salon veut réinventer l'engagement des marques et ouvrir de nouvelles perspectives pour « rendre les marques héroïques ».

• Sa cible - Public à l'échelle européenne

Des experts, leaders, entrepreneurs, mais aussi des entreprises engagées, B-Corp, startups innovantes, associations venant d'Europe seront présents pour proposer des solutions pour un monde en pleine mutation. Sustainable Brands est une communauté mondiale de marques qui façonnent l'avenir du commerce dans le monde entier depuis 2006.

• Périodicité & nombre d'éditions

Sustainable Brands Paris 2019 est la première édition en Europe et se déroulera les 23, 24 & 25 avril 2019 au carrousel du Louvre.

«Notre objectif est de changer le monde, rien de moins. Avec les crises écologiques et sociales qui se multiplient, on voit bien que l'urgence est là.»

Olivier Blond, Directeur Général des Opérations